MINISTERE DE LA JUSTICE

Date: 25 mars 1999

DIRECTION DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE

La Directrice

à

Madame et Messieurs les Directeurs Régionaux
Mesdames et Messieurs les Directeurs départementaux
de la Protection Judiciaire de la Jeunesse
Monsieur le Directeur général du Centre National de Formation et d'Etudes

**OBJET : Mise en oeuvre des décisions des conseils de sécurité intérieure du 8 juin 1998
et du 27 janvier 1999 relatives aux centres éducatifs renforcés**

Lancé en janvier 1996, le programme de création des unités à encadrement éducatif renforcé a abouti à l'ouverture de 19 unités dans le secteur public et dans le secteur associatif. Certaines d'entre elles ayant fermé, il y a actuellement treize structures qui sont en activité.

Les conditions de la mise en place de ce programme, à savoir un calendrier d'ouvertures précipité et un contexte de forte polémique à l'intérieur comme à l'extérieur de l'institution, ont contribué à accumuler les difficultés et à fragiliser ainsi le fonctionnement des structures créées. Cette situation a conduit le Garde des Sceaux à demander une évaluation complète de l'expérience avant toute décision de sa part sur l'opportunité de sa poursuite.

Les trois inspections générales, de l'administration, des affaires sociales et des services judiciaires chargées de cette évaluation ont rendu un rapport qui, tout en produisant une analyse critique de l'expérience, concluait à la pertinence du concept de prise en charge intensive, à la validation d'un outil nouveau permettant d'augmenter la palette des réponses de l'institution pour les mineurs les plus ancrés dans la délinquance et à la nécessité de poursuivre l'expérience sous réserve d'un assouplissement et d'un approfondissement du projet initial.

Le conseil de sécurité intérieure du 8 juin 1998 a arrêté un plan de lutte contre la délinquance des mineurs dans lequel figure la décision de développer les centres éducatifs renforcés du secteur public ou associatif "permettant, sur une durée de trois à six mois, un encadrement éducatif ou quasi-familial permanent de nuit comme de jour et l'organisation de séjours de rupture en ville ou à la campagne".

Le conseil de sécurité intérieure du 27 janvier 1999 a décidé un programme d'ouverture de cent centres éducatifs renforcés d'ici la fin de l'année 2000, ce qui suppose de créer 87 nouvelles structures qui s'ajouteront au treize qui sont actuellement en activité.

C'est pourquoi j'invite les directeurs régionaux à susciter dans leur région, auprès des personnels du secteur public et du secteur associatif habilité, des projets d'ouverture de nouvelles structures à partir du cahier des charges ci-joint dont ils veilleront à assurer la plus large diffusion et des expériences déjà engagées.

La mise en place de ce programme nécessite, par ailleurs, une clarification des rôles respectifs de l'administration centrale de la protection judiciaire de la jeunesse et de ses échelons déconcentrés qui est définie ci-après.

I. Le rôle des services déconcentrés

Un correspondant doit être désigné, au niveau de chaque région, afin d'examiner les projets proposés, de suivre et contrôler leur activité et de mettre en place une animation régionale.

Pour le secteur public, la gestion administrative et financière des centres éducatifs renforcés doit être assurée par les directions départementales, en relation avec le correspondant régional, l'animation pédagogique par le directeur du service.

Pour le secteur associatif habilité, le suivi administratif et financier des centres éducatifs renforcés doit être assurée par les directions régionales et le suivi pédagogique par les directions départementales, en relation avec le correspondant régional.

Les directeurs départementaux doivent veiller à l'inscription de ces centres dans le schéma départemental et les intégrer dans la politique de protection de l'enfance qu'ils auront définie.

D'autre part, ils doivent mettre en place un comité local de pilotage qui, sous leur responsabilité et avec la participation de la direction régionale, constituera un lieu d'animation et d'évaluation pour suivre et soutenir l'action menée.

Il sera présidé par le directeur départemental et composé a minima du correspondant régional, de deux représentants de la juridiction (siège et parquet), d'un psychologue de la protection judiciaire de la jeunesse du département, d'un psychiatre du secteur, d'un représentant du conseil général et, pour les équipes des centres éducatifs renforcés, du directeur du centre d'action éducative de rattachement ainsi que du chef de service éducatif (pour le secteur public) et du responsable de service ainsi que d'un membre de l'association gestionnaire (pour le secteur associatif habilité). Cette liste n'est pas limitative, il appartient à chaque directeur départemental de concevoir la composition la plus adéquate au plan local.

Les nouveaux projets doivent être instruits par les directions régionales qui doivent vérifier l'adéquation entre les projets proposés et le cahier des charges, instruire les budgets prévisionnels et contrôler qu'ils sont en harmonie avec les projets pédagogiques, donner un avis motivé et transmettre les différents documents à l'administration centrale pour validation.

Pour les centres éducatifs renforcés gérés par le secteur associatif habilité, les directeurs régionaux engageront, après validation de l'administration centrale, la procédure contradictoire et soumettront à la signature du préfet l'arrêté de prix de journée.

Les comptes administratifs devront également, après examen, parvenir à l'administration centrale pour validation.

II. Le rôle de l'administration centrale

L'administration centrale de la protection judiciaire de la jeunesse continuera dans l'immédiat d'exercer un suivi et un contrôle des centres éducatifs renforcés afin :

- d'impulser une politique nationale volontariste et cohérente,
- de vérifier l'adéquation entre les moyens et les besoins,
- de disposer d'informations permanentes pour apprécier l'évolution des dispositifs, en avoir une vue d'ensemble et veiller à leur homogénéité.

Un comité de pilotage national va être mis en place sous la présidence du sous-directeur de l'action éducative et des affaires judiciaires et comprendra un représentant de la sous-direction des affaires administratives et financières, des représentants des bureaux K1 et K4, un membre de l'inspection, un représentant du centre national de formation et d'études, le médecin psychiatre chargé de mission auprès de la direction sur les questions de santé mentale et les représentants des fédérations d'associations pour les dossiers les concernant.

Il aura pour mission d'examiner les projets qui seront présentés par les promoteurs accompagnés des présidents d'association (pour le secteur associatif habilité) et les directeurs régionaux.

Un déplacement sur site pourra être réalisé par un des représentants du comité de pilotage national avant validation définitive du centre éducatif renforcé.

Le comité pourra faire appel, en fonction des questions abordées, à diverses compétences (représentants des autres bureaux de l'administration centrale, des échelons déconcentrés...).

Les directeurs régionaux transmettront au comité de pilotage national tous les documents concernant :

- les faits marquants de l'activité de la structure,
- les fiches individuelles d'admission (cf. le nouveau modèle en annexe) de chaque jeune dont il sera fait retour dans les meilleurs délais pour alimenter l'outil statistique spécifique aux centres éducatifs renforcés,
- les comptes rendus du comité de pilotage local,
- le rapport annuel d'activité,
- pour le secteur associatif habilité, les éléments administratifs: arrêtés de création ou d'extension, d'habilitation, et financiers: fiches de tarification et arrêtés de prix de journée.

Par ailleurs, pour créer au niveau national une synergie entre les centres éducatifs renforcés du secteur public et ceux du secteur associatif habilité, j'ai demandé à mes services de veiller à :

- organiser une réunion annuelle avec vous sur le bilan de fonctionnement et les perspectives,
- animer des réunions thématiques entre les centres éducatifs renforcés et les différents interlocuteurs potentiels,
- répondre à vos demandes soutien technique,
- visiter les centres éducatifs renforcés et participer le cas échéant aux comités de pilotage.

Je vous informe, enfin, que Monsieur Manuel PALACIO a été désigné comme chef du projet.

Vous voudrez bien me rendre compte des difficultés rencontrées dans l'application de la présente circulaire.

La directrice de la Protection judiciaire de la jeunesse
Sylvie PERDRILLE